

LE FAIT DU JOUR

"Les moyens roulants sont mis à disposition pour des besoins essentiels"

LA pandémie de Covid-19 et toutes ses conséquences dominent l'actualité nationale, en particulier. Depuis quelque temps, le "Grand Libreville est en confinement total". Dans cet entretien, le ministre des Transports, Léon Armel Bounda Balonzi, revient sur la stratégie de mise en œuvre des instructions du chef de l'Etat. Non sans apporter des précisions par rapport aux récriminations de certains usagers de l'espace géographique concerné par le confinement.

Propos recueillis par Guy Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

L'Union. Parmi les grandes mesures d'aide annoncées par le président de la République, il y a la gratuité du transport. Quelle stratégie a été mise en place dans ce domaine ?

Léon Armel BOUNDA BALONZI : "Avant de parler de la stratégie, je voudrais d'abord parler de la nature. Chacun de nous a cinq doigts dans chacune des mains. Ceci pour dire qu'au ministère des Transports, pour matérialiser les très hautes instructions du président de la République et du chef du gouvernement, nous nous sommes posés cinq questions : avec qui mettons-nous en œuvre ces instructions ? Avec quels moyens ? Comment nous le faisons ? Quand commençons-nous ? Et pour quel objectif ? Ayant répondu à ces interrogations, nous sommes arrivés à asseoir notre stratégie de mise en œuvre des instructions des plus hautes autorités du pays, notamment celle de rendre le transport public gratuit. Dans ce domaine, nous avons deux acteurs principaux : la Société gabonaise de transport (Sogatra) et la Société gabonaise des transports urbains (Trans'urb). Et nous avons un autre acteur privé, TransAkanda, qui a manifesté le besoin de nous accompagner. C'est une forme de solidarité que nous saluons au passage. C'est avec ces trois opérateurs que nous organisons la gratuité dans le secteur des transports, et chacun a une zone d'intervention bien déterminée. Naturellement, TransAkanda, qui dispose de cinq lignes, dessert cette partie du nord de Libreville. La Sogatra se charge de la desserte Sainte Marie-Ntoum, en prenant en compte les PK. Et Trans'Urb se charge de l'intérieur des communes de Libreville et d'Owendou.

Vous êtes-vous assuré que le message est bien compris par la population ?

Nous avons fait des spots publicitaires pour éduquer et informer les

masses sur le plan de mobilité pour les déplacements de tous les habitants du Grand Libreville pendant la période de confinement, pour faciliter les déplacements essentiels qui sont autorisés. Pour cette opération ponctuelle, nous avons, au total, 185 bus et 50 taxis de type berline, qui ont été mis gratuitement à disposition des populations de cet espace géographique. Douze destinations sont desservies aux points d'arrêt habituels de la Sogatra. Ces moyens roulants sont mis à la disposition des personnes voulant se déplacer pour des besoins essentiels ou ayant l'autorisation requise. J'ai instruit les responsables des compagnies d'accélérer la cadence. Tous les usagers les empruntant doivent respecter les gestes barrières arrêtés par le gouvernement. Ceci parce que la lutte contre le coronavirus est une affaire de tous, et pas seulement du gouvernement ou du président de la République. Par le respect de ces consignes, nous protégerons des vies. Limitons nos sorties aux besoins essentiels.

Selon vous, qu'est-ce qui pourrait expliquer les plaintes des populations, à moins d'une semaine de la fin du confinement du Grand Libreville ?

Au lancement de l'opération du transport gratuit, nous avons vu des personnes emprunter ces bus, et d'autres qui marchaient. Naturellement, il y a eu des plaintes. Il faut dire que nous vivons aujourd'hui une situation inédite. Avec cette crise sanitaire liée au coronavirus, il faut donc s'adapter. Les plaintes proviennent de beaucoup de paramètres, quand bien même nous reconnaissons que les débuts sont souvent difficiles. Mais, posons-nous une question, à tout point de vue, fondamentale : ces personnes marchent-elles réellement pour des besoins essentiels ou usent-elles de malice pour simplement continuer à se mouvoir, malgré le confinement ? Dans tous les cas, nous avons augmenté nos capacités opérationnelles. J'en profite pour

rappeler que les mesures prises par le chef de l'Etat et relayées par le gouvernement sont essentielles pour protéger des vies car, la pandémie qui sévit en ce moment n'épargne personne.

Concernant singulièrement Trans'Urb, il s'est posé un problème de déficit de conducteurs. Comment avez-vous remédié à la situation ?

L'étude faite par un cabinet a permis de traiter plus de 400 dossiers et de recruter une première vague de chauffeurs pour les bus mis en circulation dans le cadre de cette opération ponctuelle. Bien entendu, lorsque l'entreprise tournera à plein régime, elle aura besoin de chauffeurs supplémentaires et recrutera à nouveau.

Que dites-vous à ceux qui ne

comprennent pas que des bus aient été mis à la disposition du personnel médical et des forces de défense et de sécurité ?

Effectivement, sur instructions des plus hautes autorités du pays, des moyens de transport ont été mis à la disposition de ces personnes essentielles dans la lutte contre le Covid-19, pour une raison simple : le gouvernement allait être mis au banc des accusés, si nos personnels de santé et nos forces de sécurité et de défense ne pouvaient pas aller accomplir leurs missions, faute de moyen de transport. C'est donc à juste titre que, pour cette opération particulière, nous avons mis à leur disposition un certain nombre de bus pour qu'ils puissent aller accomplir leurs missions respectives.



Photo: GRM/L'Union

Le ministre Léon Armel Bounda Balonzi appelle au respect des mesures barrières dans les bus mis en circulation.

Bons d'achat : une distribution entachée de fake news !

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

PARMI les membres du gouvernement dont l'action est quotidiennement mise à rude épreuve dans le cadre de l'application des mesures d'accompagnement arrêtées par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, en cette période de confinement du Grand Libreville, il y a la ministre des Solidarités nationales, Prisca Koho Nlend. Sa mission : distribuer 60 000 bons d'achat auprès des familles les plus vulnérables. En effet, le 17 avril dernier, alors que la responsable gouvernementale et les organisations enrôlées revisaient la stratégie à mettre en œuvre pour mieux atteindre les cibles identifiées, une rumeur relayée sur les réseaux sociaux faisait état du détournement de 15 000 bons d'achat par

un proche de la ministre. Une information en contradiction avec les chiffres communiqués par le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Marie Ogandaga, indiquant que sa collègue des Solidarités nationales n'était entrée en possession que de 8 000 bons d'achat, en fin de semaine dernière. Ces titres de paiements réputés infalsifiables sont produits exclusivement à la demande de Ceca-Gadis, le partenaire de l'Etat dans cette initiative.

D'où la mise au point du conseiller en communication de la ministre des Solidarités nationales : " A ce jour, 8 000 bons sur les 60 000 annoncés ont été reçus ", a indiqué Tony Engouma. Non sans spécifier que 3 616 ont été distribués dans les quatre communes du Grand Libreville. Aussi, a-t-il exhorté la population à rester chez elle. Et, donc,



Photo: DR

Prisca Koho Nlend rassure que tous les foyers cibles recevront leur dû.

à ne pas se ruier vers les équipes en charge de l'opération. D'autant que celles-ci avancent progressivement sur le terrain à destination uniquement des familles démunies concernées. Pour toutes autres informations concernant le déroulement de l'opération, M. Engouma a conseillé vivement d'appeler le numéro vert 1441.